



Salta, le 25 août 2018

**Communiqué de presse conjoint à tous les participants européens de la réunion ministérielle
« Economie numérique » du G20 de Salta - Argentine, 24 août 2018**

* * *

[Contexte] La France poursuit son action internationale en faveur d'une régulation intelligente, prévisible et protectrice permettant de mieux vivre avec les géants du numérique.

Dans la continuité du sommet tech for good de mai dernier à Paris, et du lancement, en juillet, des Etats Généraux des nouvelles régulations numériques par le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Numérique, Mounir MAHJoubi, la France et les autres participants européens ont souhaité faire de ce sujet un élément de discussion important de la réunion ministérielle « Economie numérique » du G20 de Salta (Argentine).

Le communiqué de presse repris ci-dessous démontre, en la matière, la forte et positive mobilisation des pays européens, laquelle s'est traduite par un engagement, formalisé dans la déclaration publiée à l'issue de la réunion, de tous les Etats à continuer à travailler intensément sur cet enjeu.

Le Forum sur la Gouvernance de l'Internet, qui se tiendra à Paris en novembre prochain, ainsi que le G7, qui sera présidé par la France en 2019, seront autant d'occasions pour continuer à avancer vers des régulations numériques plus adaptées et protectrices de l'innovation et des citoyens.

* * *

Les participants de la réunion « Economie numérique » du G20 à Salta – Argentine, se sont accordés, ce vendredi 24 août, sur une déclaration commune.

A l'initiative de la Commission Européenne, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, des Pays Bas et du Royaume-Uni, tous les pays du G20 se sont engagés à travailler ensemble à une meilleure compréhension des impacts économiques induits par les nouveaux modèles d'affaires, notamment ceux des plateformes, et à promouvoir un environnement macro-économique protecteur de nos valeurs humanistes et des consommateurs et petites entreprises.

Cette déclaration est un pas de plus dans la construction d'un monde où les citoyens et les entreprises pourront mieux vivre avec les plateformes, en lien avec les récentes actions promues au niveau européen pour une meilleure protection des données personnelles, des relations « plateforme-to-business » plus justes, une plus grande transparence sur les pratiques des grands acteurs numériques et une protection contre les contenus dangereux en ligne pour tous les citoyens.

Nous continuerons le dialogue avec les autres pays et les acteurs privés pour avancer sur ces enjeux dans la perspective des prochains événements internationaux, notamment le Forum pour la Gouvernance de l'Internet (*Internet Governance Forum*) en novembre à Paris, et les G7 et G20 l'an prochain.

En parallèle, les pays européens et la Commission Européenne se sont engagés à poursuivre leurs efforts, à la fois au niveau national et européen, en faveur de l'inclusion numérique, comme mentionné dans la déclaration.

Mariya GABRIEL, Commissioner for Digital Economy and Society, European Union
Mounir MAHJOUBI, Secretary of State for Digital Affairs, France
Christian HIRTE, Parliamentary State Secretary at the Federal Ministry for Economic Affairs and Energy, Germany
Marco BELLEZZA, Legal Counsel to the Deputy Prime Minister on Communication and Digital Innovation, Italy
Mona KEUZER, State Secretary for Economic Affairs and Climate Policy, Netherlands
Francisco POLO, Secretary of State for Digital Advancement, Spain
Christopher BUSH, Deputy Director, Digital and Tech Policy, DCMS, United Kingdoms